

Contre la précarisation généralisée de nos vies, de celles des personnes migrantes.

Contre la répression policière, judiciaire de ceux, celles :

- **qui accompagnent les plus démunis.e.s et qui résistent : les syndicalistes, les étudiant.e.s, les militant.e.s**
- **qui réquisitionnent, aux frontières à Briançon, Vintimille, dans les universités et ailleurs, des logements pour les sans abris migrant.e.s ou non.**

Contre le projet de loi asile immigration, pour l'arrêt immédiat de la procédure Dublin, piège inhumain pour les personnes migrantes, mis en place par l'Europe et les gouvernements qui la composent.



Le projet de loi Asile et Immigration, qui sera débattu en plénière à l'Assemblée Nationale à partir du 16 avril, est un texte dangereux. S'il était adopté en l'état, il induirait un grave recul des droits des personnes réfugiées et migrantes en France.

Le gouvernement affirme que ce texte allie "humanité" et "efficacité" mais il n'en est rien. **Ce texte est avant tout répressif : il vise à sanctionner, enfermer, expulser et bannir avec plus de dureté les personnes étrangères.** Au quotidien, les organisations et collectifs engagés constatent les effets de la politique actuelle du gouvernement (violation des droits fondamentaux des personnes exilées, maltraitance, criminalisation de l'action des bénévoles...).

Les voix associatives et citoyennes ne sont pas les seules à s'élever : le Défenseur des Droits, les agents et juges de la Cour Nationale du Droit d'Asile, le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, des écrivains, des journalistes, des avocats, des syndicats, des universitaires et des étudiant.e.s ont fait part de leur profonde indignation face à ce projet de loi.

Les personnes exilées, réfugiées, sans-papiers que nous accompagnons viennent de pays où sévissent guerres, famines, régimes politiques autoritaires et violents, pillage des ressources, dérèglement climatique ; tout ceci avec la participation des États occidentaux qui refusent d'assumer ensuite les conséquences de leurs actes.

Au contraire, ils imposent un durcissement des politiques migratoires (françaises et européennes) : développement sécuritaire et surveillance accrue des frontières, fermeture de celles-ci, expulsions et enfermements massifs, répression, traitements inhumains, violences et tortures, camps de fortune, camps de rétention, législation défavorable, etc. Depuis 2000 c'est plus de 40 000 personnes migrantes qui sont mortes en méditerranée.

Les personnes migrantes sont, comme les non-migrants, les victimes la course au profit qui accentue la précarisation, la dégradation environnementale, les guerres, les déplacements de population, et la casse des services publics.

Pour cette raison, nous soutenons les luttes des étudiant.e.s, des cheminots, des personnels de santé, de l'Éducation Nationale et bien d'autres face à une politique désastreuse pour tous les peuples d'ici et d'ailleurs.

Nous appelons à venir soutenir les personnes migrant.e.s en participant :

→ **jeudi 12 avril, à la soirée de soutien pour l'accueil des migrants à la salle Jean Moulin de l'université de Paul Valéry à partir de 17h ;**

→ **samedi 14 avril, à la manifestation à 14h30 au départ de Plan Cabanes , dans le cadre de la journée nationale appelée par les États Généraux des Migrations.**

migrants.bienvenue34@riseup.net

<https://collectifmigrant-e-ssbienvenue34.org> / <https://www.facebook.com/collectifmigrantsbienvenue34/>